

MAI 2012

PREMIÈRE APPROCHE DU POIDS ÉCONOMIQUE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SUR REIMS MÉTROPOLE

ÉDITO :

L'enseignement supérieur est un atout pour un territoire. Vecteur de dynamisme et d'attractivité, il constitue un levier important permettant de renforcer et d'améliorer l'image et la notoriété du territoire à l'échelle nationale comme internationale.

L'agglomération rémoise n'échappe pas à cette règle. C'est pourquoi Reims Métropole, en collaboration avec le Conseil Régional de Champagne-Ardenne et le Conseil Général de la Marne, a entrepris une démarche d'accueil de nouveaux établissements d'enseignement supérieur afin de consolider cet atout avec l'arrivée récente du Collège Nord Américain de Sciences-Po, AgroParisTech et Centrale Paris, tout en affirmant et renforçant le lien avec les établissements déjà existants.

L'enseignement supérieur apparaît donc comme un outil incontournable du développement local de par son impact démographique, économique mais aussi culturel. C'est pourquoi cet observatoire, qui résulte d'un travail conjoint entre Reims Métropole et l'Agence d'Urbanisme, de Développement et de Prospective de la région de Reims, a entrepris la mesure de l'emploi généré directement par la présence des établissements de l'enseignement supérieur

et l'évaluation des dépenses effectuées par ces derniers sur le territoire afin de tenter d'établir les premières mesures de leur impact économique pour une collectivité.

A la lecture de ce document, nous pouvons d'ores et déjà voir apparaître quelques premières tendances. L'impact de l'enseignement supérieur sur l'économie locale et l'emploi est important pour un territoire. Il fait vivre de nombreux foyers, directement ou indirectement. Et nous pouvons ainsi constater que développer l'offre d'enseignement supérieur, c'est aussi développer l'emploi sur le territoire.

A l'heure de choix cruciaux pour l'avenir de nos territoires, il apparaît ainsi que le Grand Projet Urbain Reims 2020, avec notamment le regroupement des deux campus rémois, ainsi que le soutien à l'implantation d'écoles de renom sur le territoire prennent ici tous leurs sens.

Jacques Meyer,
Conseiller communautaire délégué en charge des aides d'intérêt communautaire à l'Université et aux établissements supérieurs d'enseignement et de recherche - Reims Métropole

Serge Pugeault,
Président de l'Agence d'Urbanisme, de Prospective et de Développement de la Région de Reims



Avertissement :

La mesure de l'impact économique de l'enseignement supérieur est un exercice complexe nécessitant une multitude d'informations (cf. page 15).

Cette publication vise à donner une première approche du poids économique de l'enseignement supérieur et de la recherche sur l'agglomération rémoise. Ainsi, le nombre d'emplois dans les établissements dispensant des formations post-bac et le CROUS (Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires) sera mesuré afin d'**apprécier les établissements de l'enseignement supérieur en tant qu'entreprises pourvoyeuses d'emplois**. De plus, ces établissements se fournissant dans des entreprises locales, l'analyse du montant des commandes passées permettra de jauger **l'enseignement supérieur en tant qu'acteur économique à part entière**.

Champ d'analyse :

Le champ d'analyse de cette publication correspond à l'ensemble des établissements de l'agglomération rémoise dispensant des formations post bac ainsi que le CROUS, dont la présence sur un territoire est la conséquence de l'existence d'une offre d'enseignement supérieur.

Du fait de leur récente implantation et de la non finalisation de leur installation, Centrale Paris et AgroParisTech ne sont pas pris en compte dans cette analyse.

Les dépenses seront analysées pour les trois plus gros établissements pourvoyeurs d'emplois : l'Université de Reims Champagne-Ardenne (URCA), Reims Management School (RMS) et le CROUS.

UN ATOUT ÉCONOMIQUE INCONTESTABLE

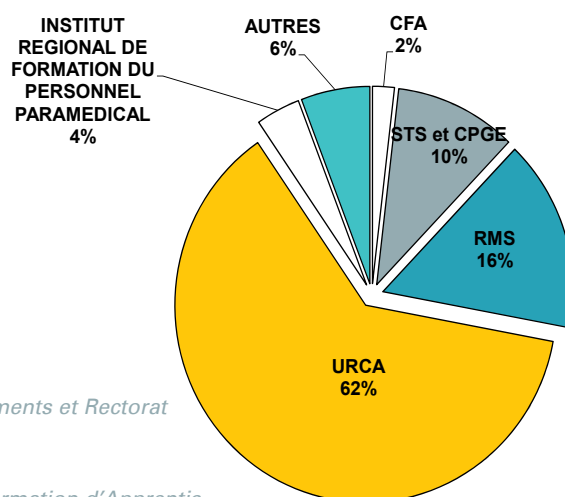
Plus de 28 000 étudiants et apprentis en 2010 sur le territoire rémois

Atout économique indéniable, la France compte 2,3 millions d'étudiants répartis sur 83 universités (Source : Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche). Le territoire rémois, qui accueille une de ces universités ainsi que d'autres établissements d'enseignement supérieur de renom, bénéficie de cette ressource.

Avec plus de 28 000 étudiants et apprentis inscrits en 2010, le poids de l'agglomération rémoise s'élève à 1,2% des étudiants français contre seulement 0,3% de la population française.

L'agglomération est donc attractive en termes d'étudiants. Ainsi, la Champagne Ardenne est la 16ème région estudiantine de France et plus de 60% des étudiants champardenais sont concentrés dans l'agglomération rémoise.

Répartition des effectifs étudiants de l'agglomération rémoise en 2010-2011



Source : Etablissements et Rectorat

CFA : Centre de Formation d'Apprentis

STS et CPEG : Sections de Techniciens Supérieurs et Classes Préparatoires aux Grandes Ecoles.

Autres : Cnam Champagne-Ardenne (Conservatoire National des Arts et Métiers) ; Centre de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportives (CREPS) ; Ecole Internationale Tunon ; Ecole Supérieure Art et Design Reims (ESAD) ; Groupe CESI (CESI ENTREPRISES, EXIA.CESI, EI.CESI) ; SUP INFO ; Institut Régional de Travail Social ; PIXEM INSTITUT ; Conservatoire à rayonnement régional ; Sciences-Po Reims.

Des impacts économiques multiples

La présence de ces établissements de l'enseignement supérieur et de la population estudiantine engendre de fait des impacts au niveau du tissu économique local, que ce soit au niveau de la consommation locale, de l'emploi ou encore des dépenses d'investissement et de fonctionnement.

Les impacts économiques de l'enseignement supérieur et de la recherche sont donc multiples.

Les établissements présents sur un territoire sont par définition des unités consommatrices de biens et services tout comme en sont leurs usagers. L'établissement d'enseignement supérieur apparaît ainsi comme un employeur de main-d'œuvre, comme toutes entreprises.

Le premier impact lié à la présence d'établissements de l'enseignement supérieur est donc l'emploi direct des personnels administratifs et enseignants/chercheurs.

Un deuxième impact est l'amélioration de la qualification de la main-d'œuvre disponible sur le bassin d'emploi. Ce critère est primordial pour un territoire, un des premiers critères de choix de localisation d'une entreprise étant la qualification du bassin d'emploi.

En outre, la recherche et l'innovation générées par l'enseignement supérieur impliquent le développement de laboratoires, d'instituts de recherche, le renforcement des liens entre la recherche publique et privée : autant de critères qui favorisent l'essor du développement économique.

Enfin, outre la création d'emplois, l'ensemble des dépenses engendrées par les établissements en fonctionnement et investissement ainsi que les dépenses des étudiants ont un impact sur l'économie locale.

Au regard de l'ensemble de ces impacts, la présence d'établissements de l'enseignement supérieur participe à l'attractivité économique du territoire et constitue ainsi un outil de politique de développement économique.



Source : URCA

Une première approche sur l'agglomération rémoise

Cependant, il est difficile de prendre en compte la totalité des effets liés à l'enseignement supérieur et à la recherche sur un territoire.

De ce fait, dans cette publication, une partie de ces impacts sera analysée :

- L'enseignement supérieur en tant qu'employeur de main-d'œuvre.
- Les dépenses de consommation et de personnel des établissements.



Cité universitaire Evariste Galois

Source : CROUS

La dépense des étudiants ne sera pas étudiée ici, cette thématique ayant déjà fait l'objet de nombreuses études nationalement et localement (exemples : OVE - Observatoire de la Vie Etudiante ; Etude recettes et dépenses des étudiants sur l'agglomération de Reims – Cabinet Sup'Conseil, Ville de Reims -2004-05).

Dépenses et recettes des étudiants sur Reims Métropole :

Les ressources moyennes des étudiants de l'agglomération rémoise sont évaluées à 6 433 € par an. L'impact global des dépenses et recettes des étudiants est alors estimé à 120 M € par an.

Etude recettes et dépenses des étudiants sur l'agglomération de Reims – Cabinet Sup'Conseil, Ville de Reims – 2004/2005

UN DES PLUS GROS POURVOYEURS D'EMPLOIS DE L'AGGLOMÉRATION

Les emplois directs de l'enseignement supérieur :

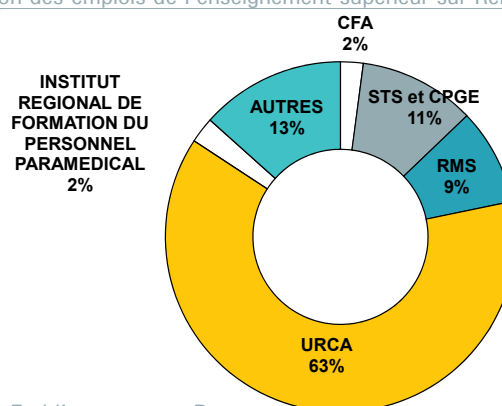
Ils englobent l'ensemble du personnel enseignant et non enseignant des établissements du territoire : enseignants (professeurs, maîtres de conférences), enseignants-chercheurs, doctorants, intervenants extérieurs (il s'agit de professionnels venant ponctuellement donner un cours sur leur domaine de compétence), le personnel administratif, le personnel d'entretien et de maintenance, le personnel IATOS pour les lycées (ingénieurs, administratifs, techniciens, ouvriers et personnel de service), ...

Près de 2 800 emplois en équivalent temps plein

Selon le dernier recensement de la population de l'INSEE, Reims Métropole compte 107 613 emplois au lieu de travail.

Avec près de 2 800 emplois en équivalent temps plein, **le poids de l'enseignement supérieur dans l'agglomération est de 2,6%**. Les enseignants et enseignants-chercheurs représenteraient près de six emplois sur 10, sans compter les intervenants extérieurs.

Répartition des emplois de l'enseignement supérieur sur Reims Métropole



Source : Etablissements et Rectorat

Ce poids dans l'emploi place les établissements de l'enseignement supérieur comme des acteurs économiques à part entière.

En termes d'emplois comme d'étudiants, **l'Université prédomine** : elle concentre plus de six étudiants sur 10 et plus de six emplois sur 10.

L'agglomération se distingue également par la présence d'écoles de forte renommée telles que Reims Management School, Sciences-Po, le Cnam Champagne-Ardenne, l'École Internationale Tunon, l'École Supérieure d'Art et Design ou encore l'École des Métiers Artistiques (EMA). Ces écoles, qui accueillent plus de 5 000 étudiants, concentrent 340 emplois soit 12% des emplois de l'enseignement supérieur de l'agglomération rémoise.

L'Institut Régional de Formation du Personnel Paramédical est important sur le territoire, et sa présence est liée à celle du Centre Hospitalier Universitaire : plus de 66 personnes en équivalent temps plein encadrent les 1 067 étudiants de l'Institut.

Enfin, le CROUS, dont la mission consiste à améliorer les conditions de vie des étudiants, emploie plus de 200 personnes.

L'enseignement supérieur : 97 emplois pour 1 000 étudiants

L'enseignement supérieur et l'attractivité qu'il entraîne représentent un défi économique pour le territoire.

En effet, pour 1 000 étudiants inscrits dans les établissements de Reims Métropole, 97 emplois équivalent temps plein sont générés. On peut donc percevoir l'enjeu de l'attractivité étudiante en matière économique.

	Effectifs étudiants	Emplois	Emplois pour 1 000 étudiants
CFA	526	58	110
STS et CPGE	2 940	297	101
RMS	4 500	247	55
URCA	17 815	1 729	97
INST. REG. DE FORM. DU PERS. PARAMEDICAL	1 067	66	62
AUTRES	1 661	370	223
TOTAL	28 509	2 767	97

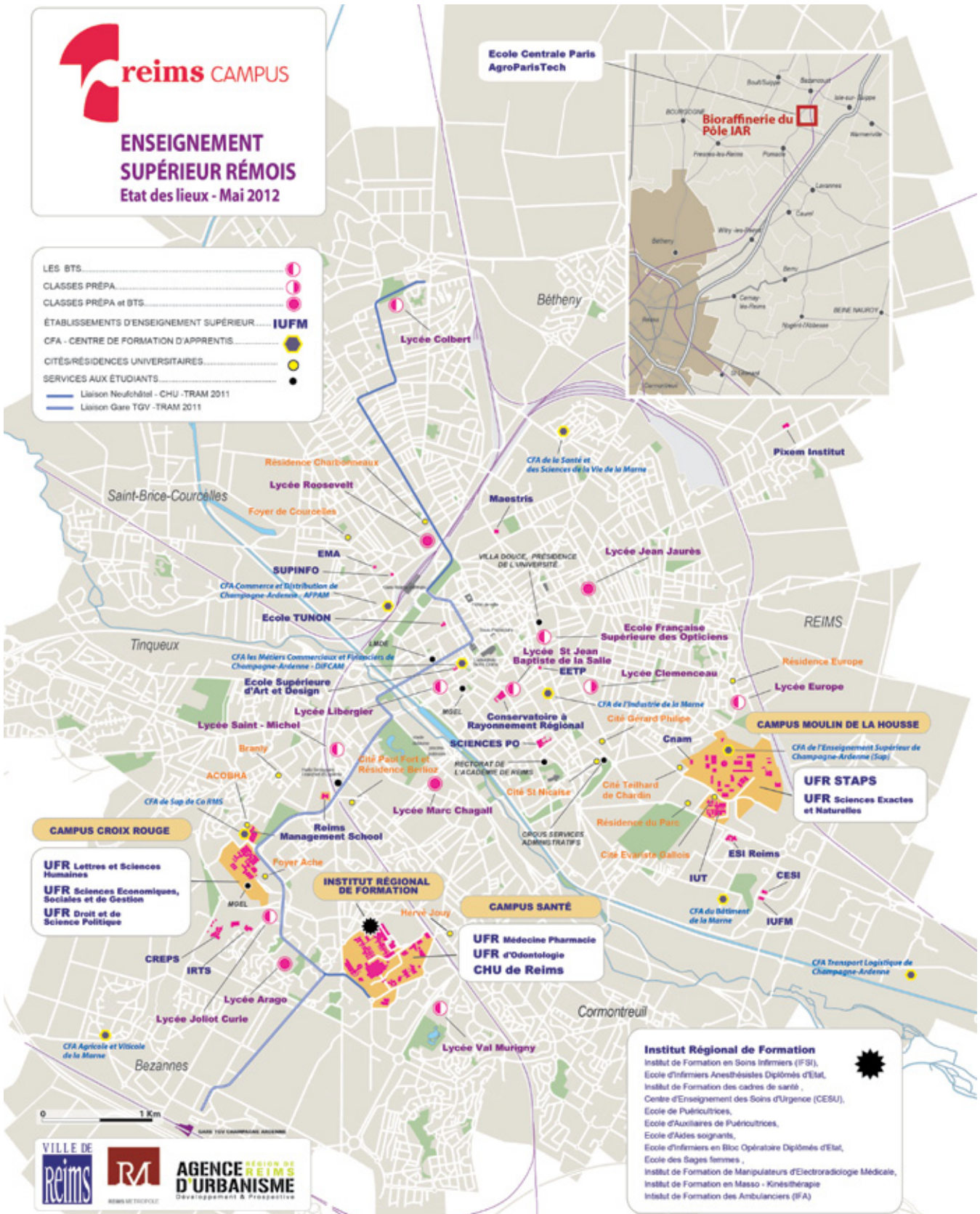
Source : Etablissements et Rectorat

Les établissements de l'enseignement supérieur sont donc source d'emplois et donc de revenus.



reims CAMPUS
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR RÉMOIS
 Etat des lieux - Mai 2012

- LES BTS.....
- CLASSES PRÉPA.....
- CLASSES PRÉPA et BTS.....
- ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR..... **IUFM**
- CFA - CENTRE DE FORMATION D'APPRENTIS.....
- CITÉS/RÉSIDENCES UNIVERSITAIRES.....
- SERVICES AUX ÉTUDIANTS.....
- Liaison Neufhâtel - CHU - TRAM 2011
- Liaison Gare TGV - TRAM 2011



CAMPUS CROIX ROUGE
 UFR Lettres et Sciences Humaines
 UFR Sciences Economiques, Sociales et de Gestion
 UFR Droit et de Science Politique

CAMPUS SANTÉ
 UFR Médecine Pharmacie
 UFR d'Odontologie
 CHU de Reims

CAMPUS MOULIN DE LA HOUSSE
 UFR STAPS
 UFR Sciences Exactes et Naturelles

Institut Régional de Formation
 Institut de Formation en Soins Infirmiers (IFSI),
 Ecole d'Infirmiers Anesthésistes Diplômés d'Etat,
 Institut de Formation des cadres de santé,
 Centre d'Enseignement des Soins d'Urgence (CESU),
 Ecole de Puéricultures,
 Ecole d'Auxiliaires de Puéricultures,
 Ecole d'Aides soignants,
 Ecole d'Infirmiers en Bloc Opératoire Diplômés d'Etat,
 Ecole des Sages femmes,
 Institut de Formation de Manipulateurs d'Electroradiologie Médicale,
 Institut de Formation en Masso - Kinésithérapie
 Institut de Formation des Ambulanciers (IFA)



Méthodologie :

Les données ont été recueillies par enquête auprès des établissements. Il s'agit des commandes passées de 2006 à 2009 par les établissements de l'enseignement supérieur auprès des fournisseurs marnais (les salaires sont donc exclus). Ainsi, il est possible d'étudier la répartition des dépenses à travers les marchés de services, de fournitures et de travaux ainsi que leur évolution.

Face à la difficulté d'obtention des informations pour l'ensemble des établissements de l'enseignement supérieur de l'agglomération rémoise, les dépenses en termes de commandes seront étudiées ici pour les trois principaux établissements (URCA, RMS et CROUS) qui concentrent 78% des étudiants et 79% des emplois générés sur le territoire par les établissements de l'enseignement supérieur.

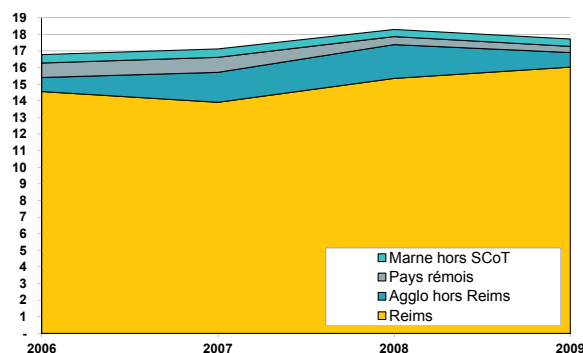
PRÈS DE 70 MILLIONS D'EUROS INJECTÉS DANS L'ÉCONOMIE MARNAISE EN 4 ANS

L'enseignement supérieur en tant qu'acteur économique ne s'arrête pas aux établissements dispensant des formations post-bac.

En effet, il est en relation et interagit avec d'autres acteurs économiques. Les entreprises fournissant les établissements de l'enseignement supérieur sont pour partie « dépendantes » de ces établissements. Plus la part de la commande de l'établissement du supérieur est élevée par rapport au chiffre d'affaires du fournisseur, plus ce dernier a un degré de dépendance important (emplois indirects).

Dans cette partie, seules les commandes seront analysées. Le montant global des dépenses de l'URCA, du CROUS et de RMS sur la Marne de 2006 à 2009 s'élève à près de 70 millions d'euros, l'impact sur les entreprises marnaises est donc non négligeable. 97% de ces dépenses sont réalisées sur le Pays rémois et l'agglomération. La présence de ces trois établissements est particulièrement bénéfique pour les entreprises rémoises : 60 millions d'euros ont été dépensés à Reims en 4 ans.

Volume des dépenses sur la Marne de l'URCA, de RMS et du CROUS (en millions d'euros HT)



Source : URCA, RMS, CROUS

L'URCA : 63 millions d'euros de dépenses dans la Marne en 4 ans

Bien que de création ancienne, l'Université de Reims Champagne-Ardenne n'existe sous sa forme actuelle que depuis un peu plus de 30 ans. Ce n'est effectivement qu'en 1982 qu'elle prendra ce nom définitif en lieu et place de l'Université de Reims. Cette université pluridisciplinaire se compose de 8 UFR, 1 Centre Universitaire, 2 IUT, 1 Ecole d'Ingénieur, 1 Institut de Formation Technique Supérieure

et un IUFM ; et ceci dans 5 grands domaines de formation. Elle délivre plus d'une centaine de diplômes.

De par la récente loi de modernisation des Universités, son budget est passé d'environ 51 millions d'euros en 2010 à presque 180 millions en 2011, notamment du fait du transfert de charge en termes de personnel.

L'Université de Reims Champagne-Ardenne est le quatrième employeur de l'agglomération rémoise après le Centre Hospitalier Universitaire, la Ville et l'agglomération de Reims, et la Caisse Régionale du Crédit Agricole (source : INSEE, SIRENE).



IUFM de Reims - Source : Destination Reims

Elle emploie **1729 équivalents temps plein** (65% d'enseignants et enseignants chercheurs et 35% de personnel administratif), ce qui représente 97 emplois pour 1000 étudiants.

49% du personnel de l'URCA résident dans l'agglomération et 15% dans le Pays rémois * : autant de consommateurs ayant un impact sur le tissu économique local.

* Le Pays rémois est composé de 134 communes autour de l'agglomération rémoise. Le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale de Reims et sa région regroupe le Pays rémois et Reims Métropole, soit 140 communes.

Concernant les dépenses de l'URCA (cf. graphique page suivante), seuls les fournisseurs localisés dans la Marne sont pris en compte. On note une évolution relativement stable en ce qui concerne les dépenses dans le département.

De 2006 à 2009, **l'URCA passe commande auprès de 1 166 fournisseurs marnais différents**, dont 845 se localisent dans l'agglomération rémoise et 136 dans le Pays rémois. En moyenne, l'URCA passe 676 commandes par an auprès de ces fournisseurs.

Personnel administratif de l'URCA

	Equivalent temps plein
ITARF *	349
dont Patrimoine, logistique, prévention	30,7%
Informatique, statistique et calcul scientifique	14,5%
Sciences de l'ingénieur instrumentation	11,6%
Gestion scientifique et technique epscp	11,0%
Sciences du vivant	10,5%
ATOS **	255
dont Personnel de l'administration scolaire et universitaire	76,0%
TOTAL PERSONNEL ADMINISTRATIF	604

Source : URCA

* Personnel Ingénieur Technicien et Administratif de Recherche et Formation

** Personnel administration pouvant également travailler en lycée ou au rectorat

Enseignants/chercheurs de l'URCA

	Equivalent temps plein
Enseignants / chercheurs	845
dont Enseignants Chercheurs	84,2%
Enseignants hospitalo-universitaires	12,0%
Autres enseignants	280
dont Enseignant du second degré	89,3%
TOTAL PERSONNEL ENSEIGNANT	1 125

Source : URCA

Première approche du poids économique de l'enseignement

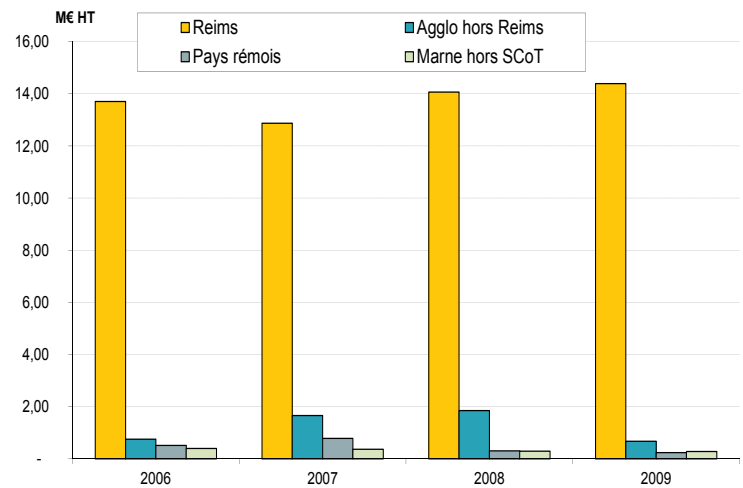
Le montant des commandes passées par l'URCA entre 2006 et 2009 s'élève en moyenne à 15,8 M€ HT par an.

95% de ces dépenses sont effectuées sur l'agglomération et 3% sur le Pays rémois : l'effet n'est donc pas neutre étant donné que l'université investit en moyenne chaque année 15 M€ dans l'économie locale.



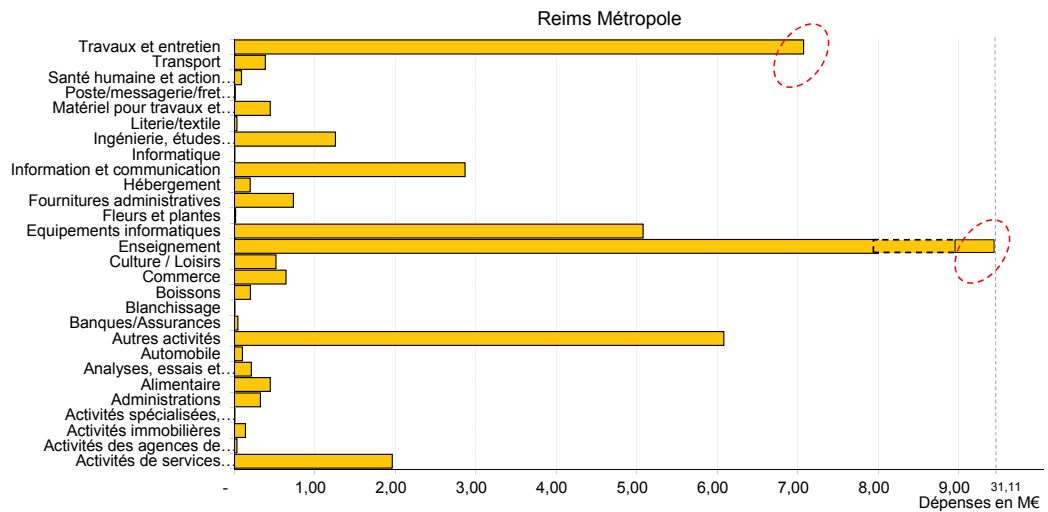
URCA - Source : Ville de Reims

Evolution des dépenses de l'URCA (en M€ HT)



Source : URCA

Dépenses par postes de 2006 à 2009



Source : URCA

Autres activités : agriculture, sylviculture et pêche ; autres activités de services ; commerce et réparation d'automobiles et de motocycles ; industrie manufacturière ; production et distribution d'eau ; assainissement, gestion des déchets et dépollution ; production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et d'air conditionné ; transports et entreposage.

Le panel de fournisseurs de l'URCA montre bien l'impact économique de l'université sur le territoire et l'étendue de cette dernière sur divers secteurs d'activités économiques.

Au regard de la masse d'investissement de l'URCA sur le territoire, il paraît évident que certaines entreprises soient en partie « dépendantes » de la présence de l'Université.

Logiquement, l'enseignement est le 1er poste de dépenses de l'URCA avec plus de 31M€ sur les 4 années observées.

Le deuxième poste de dépenses est celui des « travaux et entretien » avec près de 9 M€ de dépenses de 2006 à 2009, dont 81 % sur l'agglomération. Parmi les fournisseurs de ce secteur, on trouve notamment l'entreprise Durand Denis à Cormontreuil, Fimaluplast à Fismes, Silvex Construction à Tinquex, La Bâtiment Associé à Muizon, COPRECS à Reims, ...

Enfin, le troisième poste de dépenses concerne les équipements informatiques où plus de 5M€ ont été dépensés en 4 ans : Quadria et Burotec à Reims, Accès Bureautique à Cormontreuil, Diffusionnet aux Petites Loges, Tiscom à Taissy, ...

Bibliothèque Robert Sorbon - Source : Ville de Reims



RMS : près de 4 millions d'euros de dépenses dans la Marne en 4 ans

Avec un budget de 36.5 millions d'euros pour plus de 4 300 étudiants et apprentis, dont 25 % d'étrangers, RMS constitue également l'un des principaux établissements d'enseignement supérieur de la collectivité. Elle a récemment fêté ses 80 ans d'existence sur le territoire rémois et n'a cessé depuis de se développer. Elle accueille des étudiants pour des formations allant du bac + 3 au bac + 5, ainsi que plusieurs doctorats et doctorats de type PhD (philosophiæ doctor). Elle offre également la possibilité de formations continues.



*RMS, Campus 1
Source : RMS*

*RMS, Campus 2
Source : RMS*



Cette grande école de commerce et management emploie 246,6 équivalents temps plein dont 57% de personnel administratif, 30% d'enseignants chercheurs et 9% d'intervenants extérieurs (vacataires et conférenciers).

Plus de 4 salariés de RMS sur 5 vivent dans la Marne, ce qui représente un taux de consommateurs locaux important.

L'emploi généré par la présence de l'école sur l'agglomération rémoise représente 55 emplois pour 1 000 étudiants.

Comme pour l'URCA, seuls les fournisseurs localisés dans la Marne sont pris en compte dans le calcul des dépenses de 2006 à 2009.

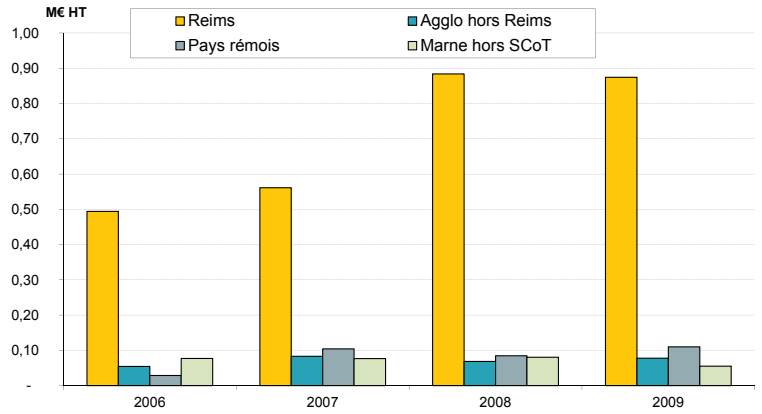
Première approche du poids économique de l'enseignement

On note une progression dans les dépenses de RMS depuis 2006, ces dernières passant de plus de 650 K€ à plus de 1,1 M€ en 2009.

De 2006 à 2009, RMS passe commande auprès de 401 fournisseurs marnais différents, dont 319 se localisent dans l'agglomération rémoise et 38 dans le Pays rémois. En moyenne, RMS passe 783 commandes par an auprès de ces fournisseurs.

On peut déjà constater que **les retombées économiques se font essentiellement dans l'agglomération rémoise**, comme pour l'Université, bien que les volumes de dépenses soient inférieurs à ceux de l'URCA.

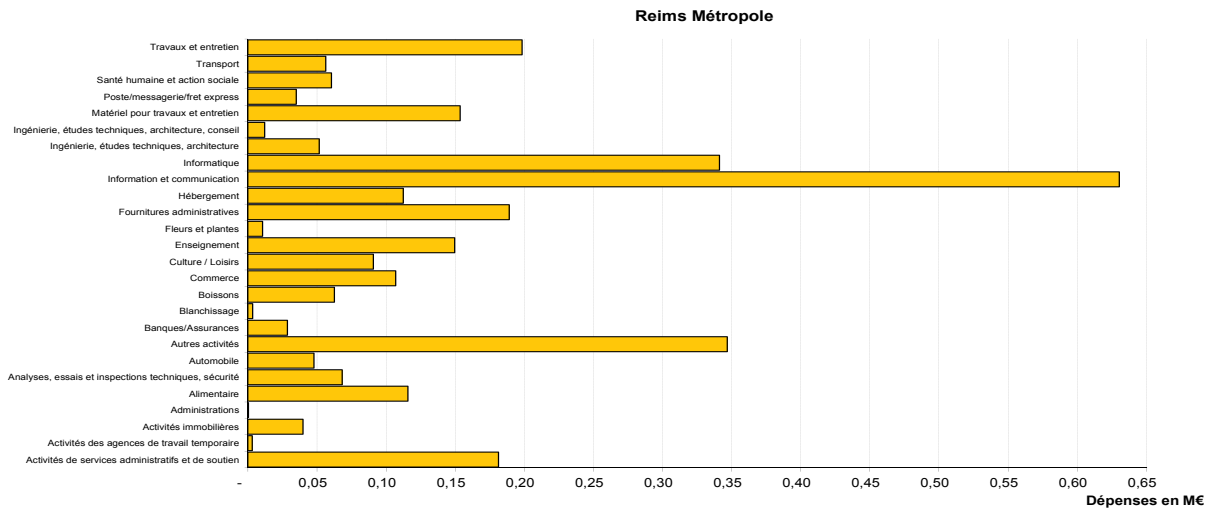
Evolution des dépenses de RMS (en M€ HT)



Source : RMS

Le montant des commandes passées par RMS entre 2006 et 2009 s'élève en moyenne à 0,9 M€ HT par an. 83% de ces dépenses sont effectuées sur l'agglomération et 9% sur le Pays rémois : l'impact de ces dépenses sur le tissu économique local est donc important, notamment pour la Ville de Reims.

Dépenses par postes de 2006 à 2009



Source : RMS

Comme pour l'URCA, le nombre et la diversité des fournisseurs de RMS illustrent l'impact économique de l'école sur le territoire.

En nombre, les commandes sont particulièrement importantes dans les secteurs « matériel pour travaux et entretien » (10% des commandes), « information et communication » (9%), « activités de services administratifs et de soutien » (9%) et « alimentaire » (8%).

Le 1er poste de dépenses de RMS est l'information et la communication avec plus de 630 K€ de dépenses en 4 ans.

On retrouve notamment dans ce secteur Hexanet, Alliance Impressions, Cap Régies, Reims Junior Conseil à Reims ou encore Am Composition à Cormontreuil, les Nouvelles Imprimeries Champenoises à Bétheny, Emergence Production à Tinquieux, MPS Evènements à Thillois, ...

L'informatique est également un poste de dépenses important pour RMS avec plus de 340 K€ en 4 ans.



RMS - Source : RMS

Les fournisseurs sont notamment Quadria, Burotec ou encore Canon à Reims, Informance Excelice à Cormontreuil, Id Design à Hermonville, ...

En volume de dépenses, les entreprises les plus impactées par la présence de RMS sur Reims sont Quadria (près de 200 K€), Hexanet (près de 175 K€), Reims Evènements (près de 150 K€), IPBS (plus de 120 K€) et AGL Diffusion (près de 110 K€). Ces entreprises sont toutes localisées à Reims.

Le CROUS : plus de 3 millions d'euros de dépenses dans la Marne en 4 ans

Bien que provenant d'une initiative étudiante dès le lendemain de la première guerre mondiale, les CROUS, sous leur forme actuelle, n'ont été créés qu'en 1955.

Le réseau des CROUS comprend 28 établissements régionaux, dont celui de Reims.

Ses missions principales concernent l'aide sociale, le logement, la restauration et l'accueil des étudiants internationaux.

En effet, le CROUS de Reims, établissement public sous tutelle du Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, a pour mission d'améliorer les conditions de vie des étudiants.



Cité universitaire Teilhard de Chardin

Source : CROUS



Cité universitaire Gérard Philipe

Source : CROUS

Il emploie 201,7 personnes en équivalent temps plein dont les $\frac{3}{4}$ vivent à Reims. Ramené au nombre d'étudiants, le CROUS génère 7 emplois pour 1 000 étudiants dont 30% sont des emplois administratifs. **De 2006 à 2009, le CROUS passe commande auprès de 29 fournisseurs marnais différents, dont 21 se localisent sur l'agglomération rémoise.**

En moyenne annuelle, 30 commandes sont passées auprès de ces fournisseurs. La régularité du nombre de commandes d'une année sur l'autre est à noter. En effet, certains fournisseurs sont récurrents du fait notamment de la passation de marchés publics sur plusieurs années.

Les dépenses du CROUS ne sont pas uniquement locales : sur les 11,5 millions d'euros de dépenses globales du CROUS de 2006 à 2009, 68% sont réalisées hors Champagne-Ardenne, 20% sur l'agglomération rémoise et 4% sur le Pays rémois.

Cette faible proportion de dépenses locales s'explique par la nature même des missions du CROUS : par exemple, une forte hausse des dépenses est observée en 2009 du fait de la réhabilitation de la Cité Universitaire Teilhard de Chardin. Le coût de cette réhabilitation s'est élevé à plus de 5 millions d'euros et les travaux ont été assurés par l'entreprise Pertuy Construction à Maxeville, dans la Meurthe-et-Moselle.

La classification des dépenses du CROUS se fait en trois catégories : le marché de services (entretien, assurances, ...), le marché de fournitures (fournitures administratives, alimentaire, matériel pour travaux, ...) et le marché de travaux (réaménagement de bureaux, de logements, ...).

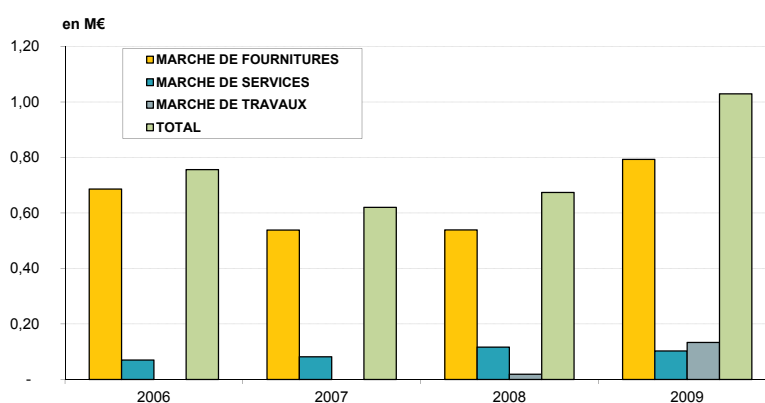
Le graphique ci-contre illustre bien le fait que les marchés de travaux soient conclus hors Marne.

L'ensemble des dépenses du CROUS se répartissent à 51% sur le marché de travaux, 40% sur le marché de fournitures et 9% sur le marché de services.

Cependant, si on observe uniquement les dépenses réalisées dans la Marne, la répartition par marchés est totalement différente : 83% pour les fournitures, 12% pour les services et 5% pour les travaux.

92% des dépenses marnaises sont effectuées sur l'agglomération et le Pays rémois.

Evolution et répartition des dépenses par type de marchés



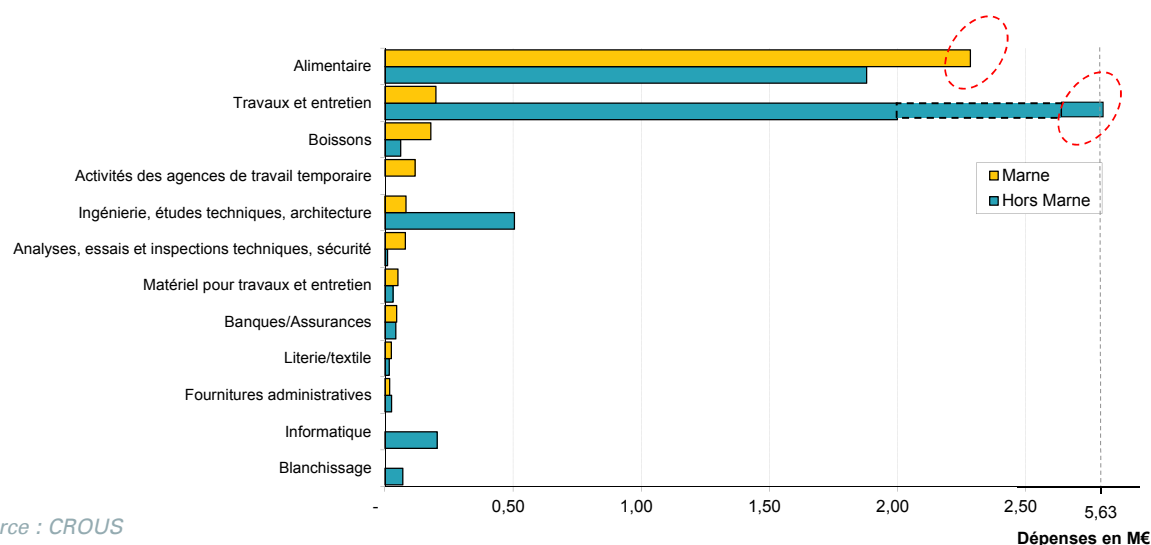
Source : CROUS

Dépenses par postes de 2006 à 2009

Les dépenses du CROUS ont un impact sur les entreprises auprès desquelles il se fournit : pour certaines d'entre elles, les marchés passés avec le CROUS génèrent des emplois qui n'auraient pas été créés sans la commande de ce dernier. De ce fait, il est intéressant d'observer la part des dépenses consacrées par poste.



Résidence des Facultés ; Source : CROUS



Source : CROUS

Hors Marne, le premier poste de dépenses concerne les travaux. Les montants d'investissement sont bien plus élevés que les montants de fonctionnement, vu les missions du CROUS (cités universitaires). Le deuxième poste est l'alimentaire : le CROUS gère notamment les restaurants universitaires de Châlons-en-Champagne, Charleville-Mézières et Troyes. Le troisième poste est l'ingénierie/études techniques/architecture avec notamment la maîtrise d'ouvrage pour la réhabilitation de la résidence de Teilhard de Chardin.

Dans la Marne, c'est le secteur de l'alimentation qui est le premier poste de dépenses (gestion des restaurants universitaires de Reims). Viennent ensuite les postes « travaux et entretien » (réaménagement de bureaux et de logements, maintenance, ...), « boissons » (SOREDIS et AUTOBAR-MULTICAFES) et « activités des agences de travail temporaire ».

Au total, les activités du CROUS impactent 15 entreprises rémoises (Pomona Passion Froid, Boulangerie des Bois, Adecco, Diazo, Rivoallon, ...), 6 entreprises de l'agglomération hors Reims (Davigel à Cormontreuil, Richet-Périn à Tinquieux, Décor et Sol Laurant à Bezannes, Blanchard Electricité à Saint-Brice-Courcelles, ...) et 5 entreprises du Pays rémois (Autobar-multicafés à Gueux, Hutasse à Mailly-Champagne, CS BTP 51 et Société Champenoise de fruits et légumes à Warmeriville, Transgourmet à Muizon).

PRÈS DE 80 MILLIONS D'EUROS DÉPENSÉS PAR LES COLLECTIVITÉS EN 4 ANS

En dehors des dépenses des établissements (hors salaires de personnels), il convient de prendre en compte les dépenses des collectivités afin d'avoir une vision plus globale des dépenses liées à l'enseignement supérieur sur le territoire.

La Ville de Reims et l'agglomération : plus de 10 millions d'euros de dépenses par an pour l'enseignement supérieur

A titre d'exemple concernant les dépenses de la Ville de Reims et de Reims Métropole en matière d'enseignement supérieur pour les années 2011 et 2012 :

- En 2011 : 5 444 903 € en fonctionnement et 4 577 000 € en investissement (moyenne réalisée avec le programme Sciences-Po) soit 10 021 903 € consacrés à l'enseignement supérieur ;
- En 2012 : 6 722 600 € en fonctionnement et 4 727 000 € en investissement pour un total de 11 449 600 €.

Ces dépenses comprennent le conventionnement avec plusieurs établissements, mais également :

- les bourses de l'enseignement supérieur,
- les subventions aux associations étudiantes,
- le soutien au CROUS,
- le dispositif des cordées de la réussite,
- ...

La Région : près de 8 millions d'euros de dépenses par an pour l'Université

En complément, la Région a investi pour la seule Université entre 2007 et 2010, 29 millions d'euros, soit une moyenne de 7,25 millions d'euros par an. La tendance est la même pour les années suivantes.

Ces dépenses interviennent notamment dans l'emploi scientifique (35,5% des dépenses de la Région de 2007 à 2010), le soutien à l'immobilier universitaire (28,5%), le soutien aux programmes de recherche CPER - Contrats de Projets Etat-Région - (9,7%) ou encore les aides individuelles aux étudiants (7,8%).

Il conviendrait également de prendre en compte les dépenses auprès d'autres établissements d'enseignement supérieur ainsi que les dépenses du Département qui intervient également fortement dans le développement de l'enseignement supérieur (*données non disponibles*).

Au global, on peut donc estimer à 36 millions d'euros les dépenses annuelles moyennes, établissements et collectivités confondus, pour l'enseignement supérieur à Reims Métropole.

Cette première analyse de l'impact économique de l'enseignement supérieur sur le territoire montre bien la participation de ce pan de l'économie à la dynamique de l'agglomération rémoise. De ce fait, les enjeux sont évidents : l'attractivité étudiante est primordiale pour un territoire puisque, comme le montre cette publication, l'enseignement supérieur génère 97 emplois pour 1 000 étudiants. L'objectif de Reims 2020 d'attirer 10 000 étudiants supplémentaires à l'horizon 2020 prend ici tout son sens.

Au-delà de la source de revenus et d'emplois que représente l'enseignement supérieur, des effets indirects marquent l'économie locale. En effet, les achats effectués par les établissements de l'enseignement supérieur auprès de fournisseurs locaux participent au chiffre d'affaires des entreprises et donc contribuent à dynamiser l'emploi.

Le personnel des établissements de l'enseignement supérieur, celui des fournisseurs généré par les achats de l'enseignement impliquent des consommations locales en biens et services par ces emplois et leurs familles : on parle alors d'emplois induits.

En outre, les établissements de l'enseignement supérieur permettent de disposer d'une offre de main-d'œuvre qualifiée sur le territoire de par les formations qu'ils dispensent.

Les retombées économiques liées à la présence de l'enseignement supérieur justifient la prise en compte de l'enseignement supérieur dans les politiques de développement local et expliquent les investissements qui en découlent.

Pour aller plus loin ...

Une étude d'impact étant un exercice complexe, un partenariat avec l'INSEE ou un bureau d'études spécialisé serait envisageable afin de mesurer précisément l'impact de l'enseignement supérieur sur le territoire en termes d'emplois. Trois types d'effets pourraient être analysés : les effets directs, indirects et induits.

Les effets directs : salariés des établissements de l'enseignement supérieur (emplois administratifs des établissements scolaires du supérieur, enseignants/chercheurs, intervenants professionnels, ...) en équivalent temps plein.

Les effets indirects : impacts générés par l'activité des établissements de l'enseignement supérieur sur l'économie locale : emplois générés par les commandes passées auprès des fournisseurs (dépenses de fonctionnement et d'équipements) ; emplois liés au parc immobilier et aux dépenses de construction ; emplois générés par la construction de résidences universitaires privées ; ...

Les effets induits : emplois nécessaires pour satisfaire la consommation en alimentation, en habillement, en logement ou en service des personnes concernées directement ou indirectement par les établissements d'enseignement supérieur (personnel, étudiants, emplois indirects). Cette dépense engendre une augmentation d'activité dans les services et équipements de la vie courante.

Quelques références bibliographiques :

- Impact économique de l'enseignement supérieur et de la recherche publique sur l'agglomération de Rennes – 1997 – M. Baslé et J.L. Le Boulch
- Impact de l'Université de Haute-Alsace sur l'agglomération mulhousienne – 1999 – AURM
- Impact économique régional d'un pôle universitaire : application au cas Strasbourgeois – 2001 – L. Gagnol et J.A. Heraud
- Impact de l'Université Jean Monnet sur l'économie locale – septembre 2003 – K. Bouabdallah et J.A. Rochette
- Impacts économiques des pôles universitaires – 2006 – F. RYCHEN, IDEP-GREQAM, Université de la Méditerranée

Remerciements :

L'INSEE pour son appui méthodologique.

Les étudiants du Master 2 SEP (Statistique pour l'Évaluation et la Prospective) à l'URCA qui ont contribué à l'enquête réalisée auprès des établissements de l'enseignement supérieur dans le cadre de leur projet collectif.

Les établissements de l'enseignement supérieur ayant participé à la publication : l'URCA, RMS, le CROUS, Sciences Po, l'IUT, le groupe CESI, l'AFPAM, le CFA de la Marne, le CFA Sup, le CNAM, le lycée Clémenceau, le CREPS, DIFCAM, EPVM, l'INSERM, le lycée Jean Jaurès, le lycée Joliot Curie, le lycée Pasteur, le lycée Roosevelt, Sup Info, l'École Internationale de Tunon, le CHU (Institut Régional de Formation du Personnel Médical), le lycée Jean-Jacques Rousseau, le CFA Bâtiment et Travaux Publics de la Marne, le CFA Interprofessionnel de la Marne, le CFA Santé et Sciences de la Vie, le CFA Transport Logistique, l'ESAD, EMA, MAESTRIS, le CFA Agricole et Viticole de la Marne, le lycée Europe.

Le Rectorat de Reims.



Contacts :

Reims Métropole - Direction de l'Économie, de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche - 03.26.77.87.50.

Agence d'Urbanisme, de Développement et de Prospective de la Région de Reims - 03.26.77.42.80.